

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



**SEMINAIRE SUR LA CONJONCTURE ET LA PREVISION A
COURT TERME DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA**

Ouagadougou, 25 au 29 octobre 2010

RAPPORT FINAL

Octobre 2010

1. INTRODUCTION

Le séminaire sur la conjoncture et la prévision à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA s'est tenu du 25 au 29 octobre 2010 à la Commission de l'UEMOA, à Ouagadougou.

Chaque Etat membre de l'UEMOA était représenté à ce séminaire par deux représentants : un spécialiste en analyse conjoncturelle et un expert en prévision économique. En outre, un représentant de la BCEAO et un représentant d'AFRISTAT ont pris part aux travaux du séminaire (Cf. liste de présence en annexe).

2. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur El Hadji Abdou SAKHO, Commissaire chargé du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) de la Commission de l'UEMOA.

Dans son allocution d'ouverture, Monsieur El Hadji Abdou SAKHO a souhaité la bienvenue aux experts venus participer au séminaire. Ensuite, il a rappelé l'importance du suivi conjoncturel et des prévisions à court terme dans la gestion d'une économie moderne. Il a aussi, demandé d'étudier la possibilité d'accroître la fréquence de ces rencontres. Enfin, il a souhaité plein succès au séminaire qu'il a déclaré ouvert.

3. BUREAU DE SEANCE ET PROGRAMME DE TRAVAIL

Les travaux du séminaire ont débuté par la désignation du bureau de séance et l'adoption du programme de travail.

Le bureau de séance a été composé comme suit :

Président : Abdoulaye DIOP (Commission de l'UEMOA) ;
Rapporteurs : Commission UEMOA, BCEAO, Guinée-Bissau, Sénégal et Burkina Faso.

Un comité a été formé pour rédiger une note de synthèse sur les exposés. Il comprend : AFRISTAT et la Commission de l'UEMOA.

L'ordre du jour et le programme de travail proposés ont été adoptés.

4. PRESENTATIONS DES INSTITUTIONS SOUS-REGIONALES

4.1 Commission de l'UEMOA

La croissance économique mondiale serait de 4,6% en 2010 contre -0,6% en 2009. Cette reprise demeure encore fragile dans beaucoup de régions du monde notamment aux Etats-Unis et en Europe.

Cette croissance est surtout le fait des pays émergents et en développement. Par ailleurs, des risques de ralentissement de l'économie mondiale persistent en raison des difficultés aux Etats-Unis et en Europe.

La conjoncture est globalement bonne au premier semestre 2010 dans la zone UEMOA. Ceci se ressent surtout dans l'évolution positive des cours de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'Union.

Au deuxième trimestre 2010, la plupart des cours des matières premières exportées par les pays de l'Union et ceux du pétrole brut ont évolué positivement.

Les cours du pétrole brut ont progressé de 2,7% au deuxième trimestre 2010 comparé au trimestre précédent. En glissement annuel, la hausse des cours du pétrole est de 49,2%. En effet, une nervosité du marché a été constatée au premier semestre 2010. Cette situation provient de l'augmentation de l'aversion pour le risque découlant de la crise de la dette en Europe. Toutefois, la demande a crû aux Etats-Unis et en Chine.

Au cours du même trimestre, les cours du cacao ont baissé de 2,7% comparativement au troisième trimestre 2009. En glissement annuel, les cours ont progressé de 25,6%. Les cours du cacao sont influencés par la crainte de la baisse de l'offre. En effet, malgré tous les efforts déployés, la production plafonne à 3,5 millions de tonnes pour la campagne 2009/2010. Par contre, la demande se maintient à 3,6 millions de tonnes.

Au deuxième trimestre 2010, les cours du coton se sont améliorés de 10,4% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ces cours ont crû de 48,6%. L'embellie actuelle des cours du coton provient d'une progression de la demande qui devrait croître de 2% pour la campagne en cours.

En 2009, la croissance du PIB a ralenti dans la zone UEMOA en se situant à 2,8% contre 3,8% en 2008. A l'exception du Togo, de la Guinée-Bissau et de la Côte d'Ivoire, la croissance réalisée en 2009 est inférieure à celle de 2008 dans tous les Etats de l'Union.

En 2010, les projections tablent sur un taux de 3,8% sous les hypothèses de conditions climatiques et d'environnement international favorables.

Au deuxième trimestre 2010, le niveau général des prix a augmenté de 0,9% dans l'ensemble de la zone UEMOA. En glissement annuel, les prix ont progressé de 1,7%. Cette légère augmentation du niveau général des prix est surtout le fait du poste « communication » qui a baissé de 1,6% et d'une relative détente des prix des produits alimentaires au deuxième trimestre avec une hausse de 2,7%.

Les débats ont surtout porté sur les difficultés de collecte des données conjoncturelles par la Commission de l'UEMOA et les risques qui pèsent sur l'activité économique avec la hausse des prix du pétrole. Il faut noter la non disponibilité dans certains Etats d'indicateurs conjoncturels tel l'IHPI non encore produit par tous les INS. Ceci explique leur absence dans la présentation régionale.

4.2 BCEAO

La communication présentée par la BCEAO a retracé l'évolution de la conjoncture économique dans l'UEMOA à fin juin 2010, en mettant l'accent sur les évolutions par secteur d'activité, les tendances des prix à la consommation ainsi que les agrégats monétaires. Elle a, en outre, présenté les perspectives économiques et financières pour l'année 2010 pour les pays de l'Union.

Au titre de la conjoncture, la BCEAO a indiqué que l'activité économique au cours des six premiers mois, appréciée à travers l'indice synthétique de conjoncture (ISC), a été, dans l'ensemble, marquée par une amélioration de la conjoncture par rapport à la même période de l'année précédente, sauf au Mali et au Togo. Cette évolution est imputable à la bonne tenue des activités du commerce, des services marchands et des BTP. La production industrielle a enregistré une baisse, imputable à la contre-performance relevée au niveau des industries extractives et manufacturières. Par pays, une amélioration a été notée au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal. Par contre l'activité a reculé au Mali et au Togo alors qu'elle a été stable au Bénin et en Guinée-Bissau.

Au niveau des prix à la consommation, l'inflation est en hausse de 1,7%, en glissement annuel, à fin juin 2010, dans le prolongement de la tendance observée au premier trimestre 2010. Elle était de 0,6% à fin mai et de 0,5% à fin mars 2010. Cette remontée des prix dans l'Union à fin juin 2010 s'explique par le renchérissement des biens alimentaires, des produits pétroliers, des services de transport et des services d'hôtellerie et de restaurations.

En ce qui concerne la situation monétaire, une hausse trimestrielle de la masse monétaire de 4% a été enregistrée au deuxième trimestre 2010 après une hausse de 1,2% au trimestre précédent. Cette progression de la masse monétaire traduit une hausse des dépôts en banque et de la circulation fiduciaire. On a également assisté à une progression des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie. La position nette des gouvernements quant à elle est restée quasi-stable.

S'agissant des perspectives économiques et financières de l'UEMOA pour 2010, la Banque Centrale estime que le taux d'inflation s'établirait à 1,0% en 2010 contre une réalisation de 0,5% en 2009 et que le taux de croissance ressortirait à 3,6%, sous les principales hypothèses suivantes :

- une baisse des prix des céréales à partir de septembre 2010 ;
- une remontée du cours du pétrole avec une moyenne de 78\$ le baril ;
- une stabilisation du taux de change Euro/dollar au second semestre 2010 avec un taux de change moyen de 1 Euro à 1,32 dollar en 2010,
- une stabilisation des cours des produits alimentaires ;
- une inflation générale de 1,5% dans la zone Euro en 2010.

Il ressort des échanges qui ont suivi la communication que les tendances de la conjoncture économique présentées par la BCEAO sont partagées par la plupart des Etats membres de l'Union. En revanche, des divergences sont apparues dans l'appréciation des évolutions dans les secteurs d'activité, en raison notamment des méthodes de calcul de certains indicateurs comme l'indice synthétique dans les BTP. Par ailleurs, à la suite des récentes missions du FMI dans les pays de l'Union, certaines prévisions de croissance pour l'année 2010 ont été révisées. Il a été recommandé une collaboration entre les institutions régionales et les administrations des Etats pour favoriser les échanges d'information et de méthodologie de calcul de certains indicateurs.

5. PRESENTATIONS DES ETATS

5.1 Bénin

La conjoncture économique nationale du Bénin au 1^{er} semestre 2010 est caractérisée par une inflation (indicateur de convergence de l'UEMOA) maîtrisée se situant à +0,8% en juin 2010, contre 7,9% en juin 2009. Quant à la production industrielle, elle a baissé de 4,9% au 1^{er} trimestre 2010 en glissement annuel. Le trafic portuaire est en hausse au 2^e trimestre 2010 par rapport au même trimestre de 2009 (+21,1%) tandis que les importations et les exportations ont augmenté respectivement de 14,7% et de 25,4%, en glissement annuel. Par contre, le déficit commercial s'est accentué, se dégradant de 7,8% en glissement annuel au 2^e trimestre 2010. Les créations d'entreprises ont augmenté de 13,8% sur la même période tandis que les finances publiques sont marquées par une baisse des dépenses totales (-51,5%). Quant à la situation monétaire, elle est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets (+1,0%) en glissement annuel ainsi qu'une augmentation de la masse monétaire (+5,4% sur la même période).

Au Bénin, le premier semestre de 2010 a été difficile. La reprise escomptée n'a pas eu lieu.

Le taux de croissance est estimé à 2,8% en 2010 contre 2,7% en 2009. Cependant, l'inflation serait maîtrisée et contenue dans la limite de 3,0% et le déficit budgétaire devrait s'améliorer en passant de -7,4% à -6,4% du PIB. La dégradation du taux de croissance affichée en 2009 et 2010 s'explique notamment par : (i) la baisse de la production de coton ; (ii) les aléas climatiques, notamment les inondations ; (iii) la crise financière et économique internationale ; (iv) la baisse des investissements publics ; (v) le ralentissement de la demande intérieure ; (vi) l'affaire des structures illégales de collecte et de placement de fonds (ICC Services et consorts).

Les perspectives pour 2011 reposent pour une grande part sur la SCRP 3^{ème} génération en cours d'adoption avec un taux de croissance de 3,5% ; un taux d'inflation de 2,8% en dessous de la norme communautaire ; un taux d'investissement public d'environ 9,1% du PIB ; et un taux de pression fiscale de 18%.

Les débats ont permis aux exposants d'apporter des éclaircissements sur les prévisions de 2010 sur le coton, les sources de financement du déficit budgétaire, les mesures de soutien à l'agriculture, le lien entre le cadre stratégique de réduction de la pauvreté et la croissance, le suivi des créations et des cessations d'entreprises.

5.2 Burkina Faso

Grâce à un environnement économique favorable, le premier semestre 2010 a été caractérisé par une bonne évolution de la conjoncture économique dans son ensemble.

L'inflation reste maîtrisée avec un taux annuel de 0,7% à fin juin 2010 et une tendance à la baisse des prix des céréales grâce à l'approvisionnement des marchés par les stocks paysans et commerçants encore disponibles et grâce à la vente de céréales à prix sociaux.

Au niveau du commerce extérieur, on a assisté à une baisse de 13,6% du déficit commercial au 2^{ème} trimestre 2010 en terme annuel. Cette amélioration de la balance commerciale est imputable à la forte croissance des exportations soutenue par l'or dont la part est de 53,3% des exportations totales.

Les agrégats monétaires sont en nette progression au deuxième trimestre 2010 : hausse annuelle de 31,3% pour les avoirs extérieurs nets, 21,2% pour les crédits intérieurs et 28,5% pour la masse monétaire.

Seul le secteur des finances publiques a connu une situation difficile avec une aggravation du déficit public de 41% en glissement annuel au 1^{er} semestre 2010, malgré les efforts de maîtrise des dépenses et d'accroissement des recettes.

Les prévisions de croissance 2010 et 2011 sont favorables au regard de l'environnement économique internationale (bonne tenue des cours, reprise de la demande extérieure) et des évolutions internes (bonnes perspectives de production agricole 2010-2011, subvention des intrants agricoles). L'économie nationale devrait progresser de 5,2% en 2010 contre 3,2% en 2009. Cette croissance serait tirée positivement par les secteurs secondaire (+2,2%), tertiaire (+1,9%) et le primaire dans une moindre mesure (+1,1%). Du côté de la demande, la consommation finale privée (+11,5%) et la formation brute du capital fixe (+1,8%) seraient les composantes les plus dynamiques du fait de l'amélioration des revenus des ménages et des projets de construction d'infrastructures. Avec la disponibilité alimentaire, l'inflation resterait modérée autour de 1,5% contre 2,6% en 2009.

En 2011, l'activité économique connaîtrait une évolution de 5,5% contre 5,2% en 2010. Ce dynamisme serait impulsé par l'ensemble des secteurs. Le secteur primaire continuerait de bénéficier des mesures de soutien à la production. Avec l'entrée en activité de la plus grande mine d'or du Burkina Faso (Essakane), la production d'or atteindrait 21 tonnes, ce qui aurait un effet positif sur les recettes d'exportation. Le secteur tertiaire croîtrait de 5,1% en 2011, sous l'impulsion des services marchands. Ces performances seraient soutenues par les résultats des réformes en matière d'amélioration du climat des affaires. L'inflation qui s'annonce modérée pour 2010 (+1,5%) devrait se poursuivre ainsi en 2011 (+2,0%) en liaison avec les bonnes perspectives dans le secteur agricole. Les emplois du PIB connaîtraient en 2011, une évolution globale positive. La croissance du PIB serait essentiellement tirée par les investissements, la consommation et les exportations.

Les échanges qui ont suivi la présentation se sont articulés autour de la production d'or, de la prévision relative au coton, de l'impact des inondations, du respect des critères de convergence.

5.3 Côte d'Ivoire

Les indicateurs à fin juin 2010 sont marqués par des évolutions contrastées. En effet, le secteur primaire subi les contreperformances des productions de cacao et de pétrole qui connaissent un recul respectivement de 17,1% et 24%. Le secteur industriel se caractérise par un relatif redressement de l'activité manufacturière, corroboré par la consommation de haute et moyenne tension. Les activités tertiaires connaissent une évolution relativement favorable au regard de l'évolution positive du chiffre d'affaire du commerce de détail. Au niveau des échanges extérieurs, les importations hors biens exceptionnels (plateformes) augmentent de 14,5% avec la croissance des commandes de biens de consommation et d'équipement. Les exportations connaissent un repli du fait de la baisse des productions du pétrole brut, des produits pétroliers et du cacao malgré la bonne orientation des cours des matières premières. Quant à l'inflation, elle connaît une hausse 1,8% en glissement annuel en liaison avec la hausse des prix des denrées alimentaires. La masse monétaire s'est accrue à fin juin 2010 de 0,7% et ses contreparties, notamment les avoirs extérieurs nets augmentent de 6,8% et le crédit intérieur recule de 2,8%.

Au niveau macroéconomique, l'économie ivoirienne a connu en 2009 un taux de croissance économique de 3,8% soutenu par tous les secteurs d'activité. Sur la base des évolutions économiques à fin juin 2010 et de l'amélioration de la situation sociopolitique, les prévisions économiques tableraient sur des taux de croissance de 3% et 4% respectivement en 2010 et 2011.

En 2010, au niveau de l'offre, malgré la consolidation des activités secondaire (+3,3%), tertiaire (+4,9%) et du PIB non marchand (+3,9%), la croissance de l'économie se poursuivrait à un rythme modéré par rapport à 2009 du fait du repli du secteur primaire. Au niveau de la demande, le PIB serait alimenté par les hausses de la consommation des ménages et la consommation publique. Quant à l'investissement, sa croissance devrait connaître un ralentissement, sous l'effet de la baisse des investissements publics. Les exportations seraient en retrait de 0,8%, en liaison avec la baisse des volumes vendus de cacao, de café et de pétrole brut. Dans le même temps, les importations connaîtraient un ralentissement du rythme de croissance du fait du repli de certains biens de consommation finale. Au niveau des opérations avec le reste du monde, les transactions courantes seraient excédentaires en 2010 (2,2% du PIB), mais s'amenuiserait par rapport à 2009 (7,2% du PIB) du fait du repli du solde commercial. Le solde global ressortirait excédentaire de 50 milliards (0,4% du PIB) en dépit de la dégradation du solde des opérations financière et de capital. Les comptes monétaires par sa composante masse monétaire enregistrerait une hausse de 147,6 milliards. En contrepartie, les avoirs extérieurs nets se consolideraient de 50 milliards, la PNG se dégraderait de 31,9 milliards tandis que le crédit à l'économie progresserait de 105,3 milliards. Cette situation devrait soutenir l'activité économique. Les prix

en 2010 devraient croître de 1,5% sous l'effet de la stabilité des prix des biens importés et d'un approvisionnement régulier des marchés par les produits locaux.

Les échanges ont permis d'apporter des précisions sur la baisse de la production du secteur électrique en glissement annuel de 5,7% en liaison avec la contraction de l'énergie hydraulique de 48,3%, et de lever les inquiétudes sur les capacités de la Côte d'Ivoire à répondre aux besoins en électricité des pays voisins (Burkina, Mali).

5.4 Guinée Bissau

Les perspectives de croissance de la Guinée Bissau sont relativement meilleures en 2010 (+3,5%) qu'en 2009 (+3,0%). Cette croissance serait soutenue par le secteur secondaire notamment les BTP (construction de port de pêche et de laboratoire de certification des produits halieutiques, etc.), le dynamisme de l'exportation de noix de cajou qui bénéficie d'une bonne tenue des prix à l'exportation. Au premier semestre 2010, les exportations (dominées par la noix de cajou : +95,4%) ont été supérieures aux importations. Ce qui pourrait permettre de contenir le déficit du compte courant à 15,2 milliards de FCFA en 2010 contre 18,6 milliards de FCFA en 2009. Les secteurs primaire et tertiaire connaîtraient respectivement des hausses de 2,4% en 2,2% de leur valeur ajoutée sous les hypothèses d'une bonne campagne agricole et d'une amélioration du climat politique et des affaires. Le secteur de la pêche reste encore peu dynamique mais devrait bénéficier à l'avenir des effets positifs des investissements en cours (construction de port de pêche). Par ailleurs, l'économie devrait bénéficier en 2010 des effets positifs des envois de fonds des migrants.

L'inflation reste maîtrisée sur la période 2010-2011.

Des mesures ont été prises par le Gouvernement pour renforcer la gestion des finances publiques notamment les volets relatifs à la mobilisation des recettes propres (élargissement de l'assiette fiscale) et à la maîtrise des dépenses.

Au niveau de la situation monétaire, la masse monétaire et ses contreparties connaissent une évolution modérée à fin juin 2010.

Pour 2011, il est attendu un taux de croissance de 4,3% soutenu par les travaux de construction de route, de trois unités de transformation de la noix de cajou et de deux hôtels.

Les échanges ont porté sur les points suivants : les licences de pêche, la transformation de noix de cajou, l'état du dynamisme de l'agriculture, les sous-secteurs qui tirent la croissance dans le secondaire. Par rapport aux licences de pêche, il ressort que les ressources mobilisées par le biais des licences restent encore faibles. S'agissant de la noix de cajou, les trois unités de transformations en perspective devraient permettre de valoriser le produit et d'améliorer la valeur ajoutée du secteur. Concernant les sous secteurs les plus dynamiques du secteur secondaire, on distingue essentiellement les BTP et l'électricité-eau.

5.5 Mali

Au 1^{er} semestre 2010, il ressort que la conjoncture nationale paraît favorable. En effet la quantité de pluies enregistrée au cours de la campagne agricole en cours, renforcée par les efforts des autorités dans le développement de l'agriculture augure d'une bonne récolte. Une bonne production agricole contribuerait à faire baisser les prix à la consommation et rehausser le niveau de l'indice de la production industrielle qui se trouve être en baisse moyenne de 10,4% au 1^{er} semestre 2010 par rapport à la même période de l'année précédente, dû essentiellement au recul de la production aurifère. L'inflation est à un niveau satisfaisant et se situe à +1,9% à fin juin 2010 contre +2,1% en avril 2010.

On note également une hausse des recettes de l'Etat réconfortée par une bonne tenue du cours de l'or. Les transactions extérieures ont augmenté tandis qu'on observe une contraction de la masse monétaire de **1,2%** en juin 2010 en liaison avec la contraction des dépôts bancaires de **1,8%**. Le regain d'activité du secteur des transports et télécommunications et la dynamique insufflée au secteur des BTP contribueront à consolider le taux de croissance prévu à environ **5,0%** à fin 2010.

Les perspectives de l'économie malienne en 2010 et 2011 s'annoncent bonnes. Le taux de croissance du PIB passera de 5,0% en 2010 à 6,2% en 2011. Cette performance sera soutenue par le maintien de la croissance dans les secteurs primaire et tertiaire et l'amélioration de la croissance dans le secteur secondaire. Le taux d'inflation se stabiliserait autour de 2,0% en 2010 et 2011, suite principalement à la maîtrise des prix des produits alimentaires et des coûts des biens sociaux.

Les recettes totales s'amélioraient de 7,7% et 8,1% respectivement en 2010 et 2011, suite à la poursuite des accroissements des recettes fiscales. Ainsi le taux de pression fiscale passerait de 14,7% en 2010 à 14,9% en 2011. Les échanges du Mali avec l'extérieur vont s'améliorer sur les périodes 2010 et 2011, suite aux évolutions favorables des cours de l'or et du coton.

Les échanges ont porté sur les points d'intérêt suivants : (i) les mesures pour faire face à la demande croissante de l'électricité, (ii) le niveau des transferts des migrants, (iii) l'initiative riz, (iv) l'explication de la baisse des services bancaires, (v) le contraste entre la baisse de l'IHPI et la hausse de la production d'électricité.

5.6 Niger

L'activité industrielle nationale a augmenté de 14% et 25% au deuxième trimestre respectivement en glissement trimestriel et annuel consécutivement à l'augmentation de la production d'uranium, de celle de l'eau et de l'électricité. Le niveau général des prix est en hausse en août de 0,1% par rapport à juillet suite à la hausse des prix des produits alimentaires, de l'énergie et du transport. Le niveau de l'inflation est ressorti en dessous de la norme communautaire à 0,6% en août 2010. La situation des finances publiques se caractérise par une augmentation des recettes (25%) et une faible croissance des dépenses publiques (7%) entraînant une amélioration sensible du solde budgétaire global. La forte poussée des exportations (69%) et la faible croissance des importations (7%) n'ont pas suffi pour stopper l'aggravation du déficit du solde extérieur. La situation monétaire est caractérisée par une augmentation de la masse monétaire (8%) et des avoirs extérieurs nets (46%) et un repli des crédits intérieurs (12%) suite à la détérioration de la position nette du gouvernement ressortie à +18,6 milliards en fin juin 2010 contre -18,1 milliards en fin mars 2010.

Dans un tel environnement, la croissance économique nationale reste dépendante des résultats de la campagne agricole caractérisée par une pluviométrie globalement excédentaire et bien répartie dans le temps sur la majeure partie de la zone agricole et une prévision de production agricole et fourragère supérieure à celle de la campagne 2009/2010, ce qui donnera une première estimation de la croissance économique globale de 5,8%.

Les perspectives économiques du Niger s'annoncent prometteuses pour l'année 2010 du fait d'une bonne pluviométrie. En effet, les premières estimations indiquent une campagne agricole excédentaire par rapport à 2009, ce qui permettrait au secteur primaire de jouer son rôle de moteur de la croissance du PIB qui serait de 5,8%. Toutefois, le secteur secondaire à travers l'intensification de l'exploitation minière et pétrolières (dont la croissance serait d'environ 31%) impactera aussi sur la croissance économique.

Au niveau des finances publiques, le fait marquant serait la hausse de la pression fiscale et la réduction du déficit public.

Le solde de la balance des paiements enregistrerait une amélioration et la situation monétaire se caractériserait par une légère expansion de la masse monétaire.

Pour ce qui est des projections 2011, elles sont aussi encourageantes (avec un taux de croissance économique de 5,2%) même si elles sont aussi largement tributaires de la campagne hivernale. En outre, la mise en exploitation du pétrole permettrait au secteur secondaire de contribuer plus sensiblement à la croissance économique notamment par la création d'emploi et l'amélioration des finances publiques.

Des observations, il ressort que la situation de crise alimentaire n'a pas été prise en compte dans l'analyse de la conjoncture. Les autres intervenants ont demandé des précisions sur le poids du secteur minier, les investissements miniers et pétroliers à venir, les évolutions du secteur agricole et du secteur des BTP, la hausse importante des importations en produits alimentaires, l'impact du changement politique.

5.7 Sénégal

Le regain de croissance au niveau mondial, conjugué aux efforts consentis par le Gouvernement en vue de redynamiser l'activité économique, s'est reflété au plan intérieur par un redressement de l'activité économique au premier semestre 2010.

En effet, l'activité de la pêche a été soutenue au premier semestre 2010. Dans le secteur secondaire, la production industrielle a enregistré une hausse de 7,7% par rapport au premier semestre de 2010, à la faveur des industries des matériaux de construction, mécaniques et de production d'énergie. Au niveau des services, une hausse de 0,7% du chiffre d'affaires a été enregistrée, en liaison notamment avec les postes et télécommunications et les transports. Au même moment, le chiffre d'affaire du commerce a progressé de 6,8%, à la faveur du commerce des pièces détachées et du carburant.

Les échanges extérieurs pour leur part se sont bien comportés avec une hausse de 29,3% des exportations contre 11,2% des importations, ce qui s'est traduit par une amélioration de la balance commerciale. S'agissant des prix à la consommation, ils ont enregistré un repli durant le premier semestre 2010, contrairement aux prix à la production industrielle.

Le taux de croissance du PIB réel en 2010 devrait s'établir à 4% contre 2,2% en 2009, traduisant ainsi le redressement de l'économie sénégalaise après les chocs induits par les crises alimentaire, énergétique et financière.

La bonne tenue de l'activité reflèterait celle des secteurs primaire (+3,6%) et secondaire (+4,4%), ainsi que le redressement du secteur tertiaire (+4%), sensiblement affecté en 2009 par la morosité de l'environnement économique interne et mondial. L'inflation serait maîtrisée en 2010, le déflateur du PIB étant projeté en hausse de 1,4%. En 2011, l'activité économique devrait rester vigoureuse. Ainsi, la croissance devrait s'établir à 4,4%, dans un contexte marqué par la maîtrise des prix.

S'agissant de la gestion budgétaire, elle serait marquée par un bon comportement du recouvrement des recettes budgétaires et une hausse maîtrisée des dépenses publiques. Le déficit budgétaire devrait ressortir à 4,3% du PIB, soit une amélioration de 0,6 point par rapport à l'année 2009. Quant au déficit budgétaire de base (hors PPTE et IADM), il devrait s'établir à 1,6% du PIB en 2010. En 2011, le déficit budgétaire devrait s'améliorer de 0,1 point de PIB, pour se situer à 4,2% du PIB ; le déficit budgétaire de base, pour sa part, devrait s'établir à 1,1% du PIB.

Concernant les échanges avec l'extérieur, le déficit du courant hors dons en 2010 est projeté à 8,3%, soit au dessus du plafond communautaire fixé à 5%. En 2011, le déficit de la balance courante (hors dons) est attendu à 8% du PIB en 2011, soit en amélioration de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2010.

Les débats ont porté sur le manque de certaines données au niveau du cadrage macroéconomique de 2011, sur l'évolution des secteurs de l'hôtellerie et du tourisme, les projections optimistes de croissance malgré les difficultés que connaissent certaines grandes entreprises (SAR, SENELEC), les hypothèses soutenant le taux d'inflation de 2010, l'importance de la pêche artisanale et son impact dans l'économie, ainsi que l'importance des transferts des migrants.

5.8 Togo

Au deuxième trimestre 2010, l'évaluation à mi-parcours prévoit une bonne campagne agricole. Le taux d'inflation mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation (ihpc) est resté stable par rapport au premier trimestre 2010. Sur cette période, les pluies ont été abondantes et relativement bien réparties.

Le trafic total passagers et les mouvements des aéronefs sont en hausse au cours du trimestre. Les exportations ont baissé alors que les importations ont progressé par rapport à la même période de 2009. Le trafic portuaire total est en progression aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel. La consommation d'énergie moyenne tension et celle d'énergie basse tension augmentent au cours du trimestre. Le secteur de l'industrie est légèrement en hausse au deuxième trimestre 2010. La situation monétaire est marquée par un accroissement de la masse monétaire soutenu par une hausse des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur par rapport à fin décembre 2009.

Selon les perspectives, les taux de croissance du PIB projetés se situeraient à 3,4% et 3,7% respectivement en 2010 et en 2011 contre 3,2% en 2009, sous l'impulsion du secteur primaire. Le taux d'investissement par rapport au PIB reste croissant dans le court terme.

Au niveau des finances publiques en 2010, on observe un accroissement des recettes hors dons et les dépenses courantes respectivement de 6,0% et 5,2%. En 2011, elles progressent respectivement de 18,2% et 4,5%. Toutefois le critère du solde budgétaire de base rapporté au PIB reste non respecté sur la période. Malgré les efforts sur les recettes fiscales, le taux de pression fiscale se situerait à 16,3% légèrement inférieur à la norme des 17% souhaitée.

Au niveau de la situation monétaire, au premier semestre 2010 les AEN, le crédit à l'économie et la masse monétaire sont respectivement en hausse de 16,8%, 7,2% et 10,5%. En prévision pour l'année 2010, les crédits à l'économie sont en hausse alors que les AEN restent stables.

Lors des échanges, les discussions ont porté sur : la batterie d'indicateurs conjoncturels très riches présentés, les éléments explicatifs de l'inflation, la structure des dépenses publiques et l'approvisionnement en électricité du pays.

6. PRESENTATIONS SUR LE THEME CENTRAL

6.1 AFRISTAT

Le représentant d'AFRISTAT a présenté une communication visant à s'interroger sur la pertinence du concept de compétitivité.

Ce concept est à l'origine emprunté à la microéconomie. La compétitivité d'une entreprise représente son potentiel de long terme dans un environnement concurrentiel. Une de ses principales manifestations s'exprime par ses parts de marché et sa capacité à générer des profits. Deux déterminants de la compétitivité d'un produit ont été précisés : la compétitivité-prix et la compétitivité – hors prix.

Au niveau macroéconomique, la compétitivité d'un pays ne doit pas obéir aux mêmes règles de concurrence, puisque les relations entre états ne sont pas comparables à celles des entreprises. Notamment, la théorie du commerce international explique que le développement des échanges est bénéfique à l'ensemble des Etats. D'après la Commission européenne, « Une nation est compétitive si elle parvient à accroître durablement le bien-être de ses habitants. Pour y parvenir, il n'y a pas d'autre choix que de chercher à accroître la productivité des facteurs de production ».

Or, l'ensemble des facteurs de la croissance de la productivité s'appelle aussi « les politiques de soutien de la croissance économique ». En conséquence, le concept de compétitivité ne se traduit pas par autre chose que la mise en place ou la poursuite de politiques économiques de croissance.

Le représentant d'AFRISTAT a exposé quelques indicateurs synthétiques de compétitivité qui sont en fait des indicateurs d'attractivité.

Il a ensuite présenté les travaux récents de l'AFD qui prônent le choix d'un nombre limité d'indicateurs : des indicateurs de compétitivité prix et hors-prix.

- Indicateurs prix : les taux de change effectifs réels ;
- Indicateurs hors prix : les performances à l'exportation (en volume) et l'évolution du niveau de vie des populations.

Pour l'AFD, le suivi de ces indicateurs suffit à mesurer les performances d'une économie.

6.2 Commission UEMOA

Cette présentation est basée sur les résultats des études réalisées par le FMI, l'AFD et la Commission. Elle porte sur les indicateurs de compétitivité-prix et de compétitivité hors-prix. Sur la base de ces indicateurs, l'UEMOA est en retard par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne tels que le Ghana et le Nigéria. En conclusion, les retards de l'UEMOA doivent être comblés notamment au niveau du climat des affaires, du capital humain, des réformes structurelles nécessaires pour accroître la productivité, réduire les coûts excessifs des facteurs et créer les conditions pour l'attrait d'investissements étrangers.

Les débats ont surtout porté sur le nombre peu élevé de produits transformés dans les pays de l'UEMOA, la faible participation aux échanges mondiaux, l'enclavement de certains pays et la politique de change. De larges débats ont aussi porté sur le renforcement des systèmes statistiques nationaux compte tenu des besoins en informations pour le suivi de la compétitivité.

7. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les échanges ont montré que la conjoncture, au cours du premier semestre 2010 a été, dans l'ensemble, marquée par une amélioration par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution est imputable à la bonne tenue des activités du commerce, des services marchands et des BTP. La production industrielle a enregistré une baisse, imputable à la contre-performance relevée au niveau des industries extractives et manufacturières. Au niveau des prix à la consommation, l'inflation est en hausse de 1,7%, en glissement annuel, à fin juin 2010, dans le prolongement de la tendance observée au premier trimestre 2010. S'agissant des perspectives économiques et financières de l'UEMOA pour 2010, le taux d'inflation s'établirait à 1,0% en 2010 contre une réalisation de 0,5% en 2009 et le taux de croissance ressortirait à 3,6%.

A l'issue des examens des différents points de l'ordre du jour et des débats qui ont suivi, les principales recommandations suivantes ont été formulées :

- Renforcer les systèmes statistiques nationaux en particulier au niveau du suivi des statistiques sectorielles ;
- Etudier au niveau des Etats les possibilités de conventions avec AFRISTAT sur les appuis techniques dans le domaine de la statistique ;
- Renforcer la collecte des données conjoncturelles afin que la Commission de l'UEMOA puisse disposer des informations sur la conjoncture des pays de l'Union;

- Exposer les méthodologies d'élaboration des indicateurs synthétiques (IPI, ICA, enquêtes d'opinion etc.).

8. DIVERS

La Commission de l'UEMOA et AFRISTAT ont exposé leurs chantiers en cours.

Au titre de la Commission de l'UEMOA, on peut citer :

- la réalisation en cours d'une étude pour le suivi de la conjoncture dans les pays voisins de la zone UEMOA ;
- le projet d'élaboration d'un indice harmonisé du chiffre d'affaire du commerce et des services dont l'étude est en cours ;
- la conception de matrices de comptabilité sociale (MCS) et de modèles d'équilibre général calculable pour les pays de l'UEMOA ; Les MCS sont élaborés pour la majorité des Etats de l'UEMOA
- la réécriture du logiciel de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle dont les travaux sont en cours;
- la réalisation d'une étude pour l'extension de l'IHPC au niveau national.

En ce qui concerne AFRISTAT, il s'agit de :

- l'installation progressive d'un répertoire statistique d'entreprises et d'un indice harmonisé de la production industrielle, à la suite de la directive du conseil des ministres d'AFRISTAT ;
- La mise en place dans tous les Etats membres d'un bulletin et d'une note de conjoncture aux normes AFRISTAT, ainsi que d'une note semestrielle de prévision à court terme.
- La mise au point d'une méthodologie pour élaborer les indices de prix à la production (industrielle, services aux entreprises), les indices de prix de la construction et les indices de prix du commerce extérieur ;
- L'élaboration et la mise en place progressive d'un modèle de prévision à court terme, ainsi que la préparation d'une méthodologie pour sa mise en place dans les Etats.

La réunion a été clôturée à 18 heures.